

Renseignor

le Renseignement ouvert par la radio

N° 1150 le 18 octobre 2020

Dans ce numéro

Au moins quatorze morts après une attaque terroriste dans le sud-ouest du Pakistan...

(Page 2)

La confession de plusieurs présumés espions taiwanais diffusée par la télévision publique chinoise...

(Page 3)

Selon Mike Pompeo, la Chine aurait déployé 60 000 militaires le long de la Ligne de contrôle avec l'Inde...

(Page 4)

Un drone Sea Guardian fabriqué par General Atomics testé par les garde-côtes japonais...

(Page 5)

En Allemagne, début de l'exercice Steadfast Noon destiné à préparer les forces de l'OTAN à une guerre nucléaire...

(Page 6)

La pandémie a fait chuter la liberté sur internet dans le monde entier, selon Freedom House...

(Page 7)

FORMULATION D'ARTICLES

– Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

Livraison d'une dizaine de blindés russes à la République centrafricaine...

L'armée centrafricaine a reçu jeudi à Bangui une dizaine de blindés livrés par la Russie, qui mène depuis 2018 une offensive diplomatique dans cette ancienne colonie française ravagée par la guerre civile et où la présidentielle est prévue en décembre. Plusieurs de ces blindés russes ont défilé à travers les rues de Bangui dans un concert de klaxons, entourés par une foule de curieux et de jeunes à moto, a constaté un journaliste de l'AFP. À terme, une vingtaine de ces BRDM-2, des véhicules de reconnaissance légers, doivent équiper une armée centrafricaine toujours soumise à un embargo sur les armes depuis 2014 et dépourvue d'équipements lourds. Cette livraison intervient à quelques mois de l'élection présidentielle prévue en décembre, alors que les trois quarts du territoire centrafricain sont occupés par des groupes armés qui terrorisent la population civile et pourraient perturber le processus électoral. Le président Faustin Archange Touadera, élu en 2016 dans un pays plongé dans la guerre civile, briguera un second mandat en décembre avec le soutien de la Russie. Depuis 2018, des instructeurs militaires russes entraînent les forces armées centrafricaines et assurent la garde rapprochée du président. Début octobre, l'ambassadeur de Russie en Centrafrique, Vladimir Titorenko, avait annoncé l'ouverture d'un bureau militaire composé de quatre généraux russes dans le pays. En parallèle, le gouvernement centrafricain a accordé des permis miniers à des sociétés russes associées à Evgueni Prigojine, un proche de Vladimir Poutine. Cet homme d'affaires est suspecté d'être le principal financier de Wagner, une société militaire privée russe dont les mercenaires sont présents en Centrafrique.

(Africa Radio, le 16-10-2020)

Frappes aériennes américaines contre des taliban dans le sud de la province de Helmand...

Les forces américaines ont effectué plusieurs frappes aériennes pour soutenir les forces de sécurité afghanes attaquées par les taliban dans le sud de la province de Helmand, a déclaré lundi un porte-parole de l'armée américaine en Afghanistan. Le colonel Sonny Leggett a déclaré que les récentes attaques des taliban dans la province de Helmand ne sont pas conformes à un accord signé entre les États-Unis et les taliban en février et sapent les pourparlers de paix intra-afghans en cours. Il a ajouté que les frappes aériennes ne violent pas l'accord de février. « Les taliban doivent immédiatement cesser leurs actions offensives dans la province de Helmand et réduire leurs violences dans tout le pays » a déclaré M. Leggett dans une déclaration sur *Twitter*, citant le général Scott Miller, le commandant des forces américaines en Afghanistan. M. Leggett a déclaré que les forces américaines ont apporté et continueront d'apporter leur soutien à la défense des forces de sécurité nationales afghanes attaquées par les taliban.

(All India Radio, le 13-10-2020)

Au moins quatorze morts après une attaque terroriste dans le sud-ouest du Pakistan...

Le ministère turc des Affaires étrangères a condamné, jeudi, l'attaque terroriste visant les forces de sécurité pakistanaises dans la province sud-ouest du Balouchistan. C'est ce qui ressort d'un communiqué rendu public jeudi par le ministère turc des Affaires étrangères dont l'Agence *Anadolu* a eu copie. « Nous sommes attristés par la nouvelle des attaques terroristes meurtrières ayant eu lieu aujourd'hui dans la province du Balouchistan et dans le district du Waziristan du Nord au Pakistan et qui ont occasionné la mort de nombreux membres du personnel de sécurité pakistanais » lit-on dans le communiqué. « Nous condamnons ces odieuses attaques terroristes, souhaitons la miséricorde divine à ceux ayant perdu leur vie et un prompt rétablissement aux blessés et nous transmettons nos condoléances au gouvernement ami et au peuple frère du Pakistan » poursuit le communiqué. Plus tôt dans la journée de jeudi, une attaque terroriste a visé les forces de sécurité accompagnant l'un des convois de la compagnie Pakistan Oil and Gas Development Company, dans la province sud-ouest du Balouchistan, tuant quatorze personnes, dont onze soldats. Selon les médias locaux, le convoi a été attaqué dans la ville d'Ormara, alors qu'il se dirigeait de Karachi vers Gwadar. Les mêmes sources ont indiqué que les forces de sécurité pakistanaises ont lancé une opération dans la région pour éliminer les terroristes. Pour sa part, le Premier ministre Imran Khan a condamné l'attaque et présenté ses condoléances aux familles des victimes civiles et militaires.

(La voix de la Turquie, le 16-10-2020)

Au moins vingt-trois morts, dont onze militaires, lors d'une série d'attaques dans le centre du Mali...

Au Mali, douze civils, dont deux femmes, un enfant et onze militaires maliens, ont été tués dans une série d'attaques, mardi, dans le centre du pays, soit le plus lourd bilan dans le pays depuis le putsch du 18 août. Ces attaques interviennent quelques jours après la libération de quatre otages - un dirigeant de l'opposition, Soumaïla Cissé, la Française Sophie Pétronin et deux Italiens - contre, dit-on, quelque 200 détenus réclamés par les groupes djihadistes. Un échange qui n'a donc visiblement pas suscité d'accalmie sur le terrain. Côté ennemi, treize terroristes ont été abattus et deux véhicules détruits par l'aviation militaire a dit le ministère de la Défense.

(La voix de l'Amérique, le 14-10-2020)

Les récentes libérations d'otages et de terroristes présumés ou avérés pouvaient laisser croire une situation sécuritaire en voie d'apaisement. Il n'en est rien. Hier, douze civils, dont deux femmes et un enfant, et onze militaires maliens ont été tués. C'est le bilan le plus lourd dans le pays depuis le putsch du 18 août.

(Médi-1, le 14-10-2020)

Un casque bleu tué par l'explosion d'une mine dans le nord du Mali...

Au Mali, un casque bleu de l'ONU a été tué et un autre grièvement blessé, jeudi, par l'explosion d'une mine ou d'un engin explosif à environ 50 kilomètres de Kidal, dans le nord du pays, a annoncé dans un communiqué la mission de l'ONU.

(La voix de l'Amérique, le 16-10-2020)

Une vingtaine de personnes tuées dans des attaques terroristes dans le nord du Burkina Faso...

Au Burkina Faso, le porte-parole du gouvernement a annoncé jeudi qu'une vingtaine de personnes ont été tuées mercredi au cours d'attaques terroristes dans trois localités de la province du Séno, dans le nord du pays.

(La voix de l'Amérique, le 16-10-2020)

Quatorze agriculteurs tués par des membres présumés de Boko Haram, dans le nord-est du Nigeria...

Des membres présumés du groupe djihadiste Boko Haram ont tué quatorze agriculteurs dans le nord-est du Nigeria a-t-on appris mardi auprès de responsables d'une milice pro-gouvernement. Les agriculteurs travaillaient lundi dans des champs irrigués dans le village de Ngwom, à 14 kilomètres de la capitale régionale Maïduguri, lorsque les assaillants les ont attaqués et leur ont tranché la gorge. « Ils ont massacré les fermiers, ils en ont tué quatorze. L'un d'entre eux, blessé par une profonde entaille, a survécu. Ils l'ont laissé pour mort » a déclaré un des responsables de la milice anti-djihadiste.

« L'unique survivant a été transporté à l'hôpital entre la vie et la mort » a précisé un autre membre de la milice, Ibrahim Liman, qui a dressé le même bilan. Les attaques attribuées à Boko Haram et à la faction dissidente rivale État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP) ciblent de plus en plus fréquemment des bûcherons, éleveurs et pêcheurs. Ils les accusent d'espionner et de transmettre des informations aux militaires et milices qui combattent les violences djihadistes dans la région. Plus de 36 000 personnes ont été tuées dans des violences depuis le début de l'insurrection de Boko Haram en 2009 dans le nord-est du Nigeria, où plus de deux millions de personnes ne peuvent toujours pas regagner leur foyer. Les violences se sont ensuite propagées au Cameroun, au Niger et au Tchad voisins. Depuis 2015, le Nigeria et ces trois pays, tous les quatre riverains du lac Tchad, luttent contre les djihadistes au sein de la Force multinationale mixte (FMM), une coalition régionale appuyée par des milices locales. (Africa Radio, le 13-10-2020)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

La confession de plusieurs présumés espions taïwanais diffusée par la télévision publique chinoise...

Taipei a accusé mardi Pékin d'être paranoïaque après la diffusion par la télévision publique chinoise de reportages sur des affaires d'espionnage dans lesquels deux Taïwanais détenus en Chine ont livré des aveux. Les agents chinois en charge de la sécurité de l'État ont sévi dans des centaines d'affaires d'espionnage en lien avec Taïwan et arrêté un grand nombre d'espions taïwanais et leurs complices, a affirmé la télévision publique chinoise CCTV. L'AFP précise que CCTV a diffusé lundi les aveux de Cheng Yu-chin, présenté comme un conseiller d'un ancien chef du parti au pouvoir à Taïwan. Ce reportage affirme qu'il a été recruté par les services de renseignement taïwanais quand il vivait en République tchèque. Il aurait collaboré avec les services taïwanais d'espionnage depuis 2005 avant d'être arrêté en Chine en avril 2019, selon CCTV. Mardi, le Premier ministre taïwanais Su Tseng-chang a rejeté ces accusations d'espionnage et dénoncé une campagne de diffamation. (Radio Prague international, le 13-10-2020)

Taïwan a condamné aujourd'hui la Chine pour avoir forcé un autre ressortissant taïwanais, accusé par Pékin d'espionnage pour le gouvernement de Taïwan, à avouer publiquement la veille à la CCTV, la télévision publique chinoise. CCTV a diffusé lundi soir une vidéo dans laquelle Cheng Yu-chin, arrêté en avril 2019 a avoué sa pratique de l'espionnage pour le compte de Taïwan. Il aurait été enseignant en République tchèque et serait un ancien assistant de l'ancien président du Parti démocrate progressiste. Une émission de CCTV a déclaré que Cheng avait rencontré l'ancien représentant de Taïwan en République tchèque, Lee Yun-peng, en 2004 avant d'être recruté par les autorités de renseignement taïwanaises pour recueillir des informations sur la Chine. Le ministère des Affaires étrangères a indiqué que des données dévoilées par la Chine sont largement erronées. Cheng Yu-chin n'a jamais été enseignant à l'université Charles de Prague et Lee Yun-peng cité par la CCTV ne fait pas partie du corps diplomatique taïwanais. Johnson Chiang, directeur du département des affaires européennes du ministère des Affaires étrangères a ainsi indiqué que le dossier de Cheng Yu-chin est une nouvelle tentative chinoise dans sa campagne de diffamation contre Taïwan : « Ces informations erronées prouvent que les accusations des autorités chinoises contre lui ont été fabriquées délibérément dans d'autres intentions. Cela va à l'encontre des droits de l'Homme de base. Le ministère des Affaires étrangères continuera à collaborer avec la commission ministérielle des Affaires continentales afin d'apporter l'assistance nécessaire. »

(Radio Taiwan international, le 13-10-2020)

La télévision d'État chinoise a diffusé des émissions pendant trois nuits d'affilée présentant ce qu'elle appelle des confessions de personnes espionnant pour Taïwan. CCTV a commencé la diffusion dimanche, disant que les services de renseignement chinois avaient découvert des centaines de cas d'espionnage perpétrés par Taïwan. Un des espions présumés aurait rejoint une manifestation antigouvernementale à Hong Kong en août de l'an dernier et distribué des tracts exprimant la solidarité de Taïwan avec les manifestants. Les réalisateurs soutiennent aussi que des espions taïwanais basés à l'étranger ont propagé des théories sur une menace chinoise et rassemblé des informations recueillies en Chine sous le couvert d'échanges universitaires. Des observateurs indiquent que ces émissions visent à créer l'impression que les forces pro-indépendance de Taïwan intensifient leurs activités. Selon eux, la Chine envoie ainsi un avertissement à la présidente taïwanaise Tsai Ing-wen, dont l'administration forge des liens étroits avec les États-Unis.

(Radio Japon international, le 14-10-2020)

Dans le cadre de sa série d'émissions consacrée à l'espionnage mené par Taïwan à l'encontre de la Chine, la chaîne publique chinoise CCTV a évoqué hier deux nouveaux cas, ceux de Tsai Chin-shu et de Shi Cheng-ping. Ces deux partisans du parti KMT n'avaient plus donné signe de vie depuis 2018. En réalité, Tsai Chin-shu a été condamné en Chine à quatre ans de prison pour espionnage en juillet dernier. Les deux Taïwanais ont fait des aveux devant la caméra, exprimé leurs regrets et présenté leurs excuses. Pour rappel, les cas de deux autres Taïwanais, Lee Meng-chu et Cheng Yu-chin, avaient été précédemment dévoilés de la même manière sur CCTV. Selon les autorités taïwanaises, ces soi-disant faits d'espionnage ont été montés de toutes pièces par les autorités chinoises dans un but de propagande et font partie des tentatives d'intimidation de Pékin visant la population taïwanaise. La Commission ministérielle des affaires continentales a réagi via son vice-président Chiu Chui-cheng : « Nous condamnons les tentatives grossières de Pékin consistant à perturber et à semer la peur au sein de la société taïwanaise. La Commission demande de cesser immédiatement ces manipulations malveillantes. Nous rappelons également à nos citoyens les risques qui existent dans les échanges inter-détroit. » La Commission a affirmé que le soi-disant cas d'espionnage ne concernait que la collecte d'informations non confidentielles pour but d'études.

(Radio Taïwan international, le 14-10-2020)

... MILITAIRE ...

Deux nouveaux types de missiles nord-coréens dévoilés lors d'une parade militaire...

Selon son secrétaire général, Kato Katsunobu, le gouvernement japonais va tout faire pour analyser et surveiller les missiles nord-coréens. M. Kato a expliqué à la presse lundi qu'un apparent nouveau type de missile balistique intercontinental et un nouveau modèle de missile balistique lancé par sous-marin avaient été dévoilés lors d'une parade militaire samedi à P'yongyang. Cet événement marquait le 75e anniversaire de la fondation du Parti des travailleurs. Il a expliqué que le gouvernement japonais allait faire de son mieux pour rassembler les informations et les analyser tout en restant vigilant et en maintenant une surveillance, comme il se doit, en collaboration étroite avec, notamment, les États-Unis. M. Kato a également expliqué, qu'en général, les équipements conventionnels de défense ne sont pas efficaces face à certains nouveaux types de missiles. Il a fait valoir que le gouvernement allait renforcer, de façon continue, les capacités générales des missiles de défense du pays afin de répondre à une menace toujours plus diversifiée et complexe.

(Radio Japon international, le 12-10-2020)

Washington est en train d'analyser le nouveau missile balistique intercontinental (ICBM) que P'yongyang a dévoilé lors de son grand défilé militaire organisé samedi dernier à l'occasion du 75e anniversaire de la fondation du Parti des travailleurs, au pouvoir. D'après le département de la Défense des États-Unis, une analyse est en cours, en collaboration avec les alliés de la région, un terme qui fait certainement référence à la Corée du Sud et au Japon. De son côté, le département d'État n'a fait aucun commentaire, préférant sans doute attendre la publication des résultats de cette analyse. Contrairement à la parade militaire organisée il y a cinq ans, durant laquelle Kim Jong-un avait tenu des propos belliqueux à l'encontre des États-Unis, le leader nord-coréen a évité cette fois-ci d'évoquer directement ces derniers. Cependant, le dévoilement d'un nouvel ICBM, capable d'atteindre le continent américain, est un message envoyé par P'yongyang à Washington. Le président américain aurait pour sa part laissé éclater sa fureur. Alex Ward, journaliste américain de Vox, a écrit hier sur son compte *Twitter* que Donald Trump s'était montré très en colère contre le défilé militaire nord-coréen et déçu de Kim Jong-un. Il aurait exprimé sa déception devant plusieurs responsables de la Maison-Blanche.

(KBS World Radio, le 12-10-2020)

Selon Mike Pompeo, la Chine aurait déployé 60 000 militaires le long de la Ligne de contrôle avec l'Inde...

Les États-Unis disent que le moment est venu d'accepter que le dialogue et les accords ne feront pas changer le comportement agressif de la Chine. Le Conseiller américain à la sécurité nationale, Robert O'Brien, a fustigé la Chine. Le secrétaire d'État américain Mike Pompeo a révélé que le gouvernement chinois avait déployé quelque 60 000 soldats le long de la Ligne de contrôle avec l'Inde. Pompeo a également critiqué la Chine pour les menaces qu'elle représente pour les pays du Quad. Il a dit que le

Parti communiste chinois constituait une menace pour les pays du Quad - Inde, Australie, Japon et États-Unis - les quatre grandes démocraties et quatre puissantes économies. Les ministres des Affaires étrangères des pays du Quad se sont réunis mardi à Tokyo. La réunion du Quad a eu lieu alors même que le comportement militaire agressif de la Chine dans l'Indo-Pacifique, la mer de Chine méridionale et le long de l'ALC dans l'est du Ladakh se poursuit.
(*All India Radio, le 12-10-2020*)

Nouvelles incursions de patrouilleurs chinois dans les eaux territoriales japonaises...

Les gardes-côtes japonais ont signalé la présence de deux bateaux de patrouille chinois dans les eaux territoriales nippones pendant deux jours. Il s'agit de la plus longue intrusion en huit ans. Les responsables ont rapporté qu'ils étaient entrés au large des îles Senkaku, en mer de Chine orientale, peu après 11 heures dimanche, et avaient tenté d'approcher un bateau de pêche japonais. Ils ajoutent que les deux bateaux étaient dans les eaux territoriales nippones à 15 heures mardi, dans une zone située entre 8 et 13 kilomètres au sud de l'île Taisho. Cette dernière intrusion est la plus longue depuis que le gouvernement nippon a racheté certaines des îles Senkaku à un particulier japonais en 2012. La garde côtière a envoyé des patrouilleurs dans la zone et continue à avertir les bateaux chinois de quitter immédiatement les eaux territoriales japonaises. Le Japon contrôle les îles Senkaku, mais la Chine et Taïwan les revendiquent. Le gouvernement nippon maintient qu'elles font partie intégrante de son territoire, en termes d'histoire et de droit international, déclarant qu'il n'y a aucune question de souveraineté à résoudre.

(*Radio Japon international, le 13-10-2020*)

Opération de l'US Navy dans le détroit de Taïwan...

Un navire de guerre américain a mené une opération dans le détroit de Taïwan. L'annonce a été faite hier par l'US Navy. La Chine dénonce une provocation.

(*Radio Vatican, le 15-10-2020*)

La marine américaine a confirmé hier que le *USS Barry*, un destroyer de classe *Arleigh-Burke* qui dépend de la VIIe Flotte, était passé dans le détroit de Taïwan du sud au nord mercredi. La flotte américaine a révélé l'information sur *Twitter*, parlant d'une manœuvre de routine qui démontre l'engagement américain pour une région Indo-Pacifique libre et ouverte. L'information a également été confirmée par le ministère taïwanais de la Défense. Notons que c'est le dixième passage de navires américains dans le détroit de Taïwan cette année, la dernière occurrence remontant au 31 août dernier, date qui coïncidait avec l'arrivée d'une importante délégation tchèque à Taïwan.

(*Radio Taïwan international, le 15-10-2020*)

Un drone *Sea Guardian* fabriqué par General Atomics, testé par les garde-côtes japonais...

Les gardes-côtes nippons ont entamé jeudi les essais d'un avion sans pilote, pour évaluer son aptitude à effectuer certaines tâches, notamment liées aux activités de recherche et de surveillance maritime. La firme américaine de défense General Atomics a développé le *Sea Guardian*, un drone de 12 mètres de long, d'une envergure de 24 mètres et capable de voler pendant plus de 24 heures. En un seul vol, il a la capacité de couvrir les zones les plus éloignées de la zone économique exclusive de l'Archipel. Les gardes-côtes évaluent donc la sûreté de cet appareil et son aptitude à émettre, en temps réel, des images et des données vers des sites terrestres, à partir de caméras haute définition et de radars embarqués. Ce drone se trouvera dans une base des Forces maritimes d'autodéfense située dans la préfecture d'Aomori, dans le nord du Japon.

(*Radio Japon international, le 15-10-2020*)

L'armée de l'air sud-coréenne envisage la mise en place d'une flotte de drones pour mieux faire face à la menace nord-coréenne...

L'armée de l'air projette de mettre en place une flotte d'avions de reconnaissance et de drones afin de mieux faire face aux armes nucléaires et balistiques et à celles de destruction massive de la Corée du Nord. L'état-major de l'armée de l'air a fait part de ce projet au cours d'une séance de l'audit parlementaire qui se tenait aujourd'hui à son siège, dans la province de Chungcheon du Sud. Il a également présenté son plan pour acquérir de nouveaux actifs destinés à neutraliser les provocations balistiques du pays communiste, tels que des radars d'alerte précoce contre les missiles sol-sol, les missiles sol-air à longue portée ainsi que l'amélioration des capacités des missiles d'interception

Patriot. Il envisage aussi de déployer du matériel capable de remplacer des chasseurs F-4 et F-5. Enfin, il a également souligné la nécessité d'augmenter le nombre des cadres et de le porter à 3 300. 819 d'entre eux sont déjà inscrits dans le plan relatif à la restructuration des unités militaires à moyen terme de 2021-2025. Et il demandera, le mois prochain, d'insérer le reste des effectifs dans le plan de la défense couvrant la période de 2022-2026.
(KBS World Radio, le 15-10-2020)

En Allemagne, début de l'exercice *Steadfast Noon* destiné à préparer les forces de l'OTAN à une guerre nucléaire...

D'après le quotidien allemand *Bild*, l'armée de l'air allemande et l'OTAN se préparent secrètement à la guerre nucléaire. L'armée de l'air allemande s'entraîne avec ses partenaires de l'OTAN pour défendre la zone de l'Alliance avec des armes nucléaires. Selon l'agence de presse allemande *DPA*, un exercice baptisé *Steadfast Noon* a commencé cette semaine. Des chasseurs-bombardiers qui pourraient porter des armes nucléaires en cas de guerre sont impliqués dans cette manœuvre. Cette année, la base aérienne de Nörvenich, en Rhénanie du Nord-Westphalie, participe à l'exercice. La *DPA* écrit que cet exercice, qui implique des bombardiers *Tornado* capables de transporter des armes nucléaires, se déroule sur la base aérienne de Nörvenich (Rhénanie du Nord-Westphalie) considérée comme un emplacement alternatif possible pour les armes nucléaires tactiques américaines de type B-61. Selon des informations non confirmées, ces bombes sont stockées à Büchel (Rhénanie-Palatinat) où se déroule simultanément l'exercice *Resilient Guard* au cours duquel l'armée de l'air s'entraîne pour contrer une attaque sur la base aérienne avec l'utilisation de missiles *Patriot*. Le B-61 stationné à Büchel pourrait également être largué par des *Tornados* allemands en cas d'urgence, dans le cadre de la participation nucléaire de l'OTAN, puis, par exemple, faire face aux forces armées adverses. D'autres armes nucléaires américaines seraient stockées en Italie, en Belgique, en Turquie et aux Pays-Bas. Des avions de combat néerlandais, belges et italiens sont également impliqués dans l'exercice en cours. Des experts militaires prétendent que les manœuvres *Steadfast Noon*, qui ont lieu régulièrement, permettent de transporter en toute sécurité les armes nucléaires américaines des entrepôts souterrains aux avions et les monter sous les avions de combat. Pendant les vols d'entraînement, cependant, il n'y a pas de bombes. Au début, il n'y avait aucune information sur le scénario de l'exercice. Le risque d'une guerre également menée avec des armes nucléaires est actuellement considéré comme nettement plus élevé qu'au cours des trois dernières décennies. La raison principale en est la fin du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI) pour renoncer aux systèmes d'armes nucléaires à moyenne portée terrestres. Les États-Unis ont quitté l'accord à l'été 2019 avec le soutien de leurs partenaires de l'OTAN.
(Press TV, le 16-10-2020)

... CYBERESPACE ...

Un Tweet de Donald Trump épinglé par le réseau social dans le cadre de la lutte contre les informations erronées...

Twitter étiquette un *Tweet* de Donald Trump. Le service de messagerie a accolé un macaron sur un *post* du président américain pour mettre en garde ses lecteurs contre la propagation d'informations erronées pouvant nuire à la santé. Dans ce message Donald Trump prétend être immunisé contre la Covid-19. Or, cette immunité des anciens malades guéris du coronavirus n'a pas pu encore être formellement établie scientifiquement.
(*Deutsche Welle*, le 12-10-2020)

Des hackers russes soupçonnés d'être derrière une cyberattaque ayant visé le Parlement norvégien...

La Norvège accuse la Russie de cyberattaques. Selon les autorités norvégiennes, Moscou serait derrière une attaque informatique qui avait visé son parlement cet été, attaque qui aurait permis à ses auteurs de s'introduire dans le courrier électronique de certains députés. Pour rappel, le 1er septembre déjà le parlement norvégien avait annoncé avoir été la cible, quelques jours plus tôt, d'une vaste attaque informatique, sans en préciser l'origine. Des données d'un petit nombre de députés et d'employés avaient même été téléchargées. Ce mardi, la ministre des Affaires étrangères a jugé Moscou responsable sur la base des informations en possession du gouvernement, sans fournir plus de détails.
(*Deutsche Welle*, le 13-10-2020)

Le partage d'un article du *New York Post* sur Joe Biden bloqué par *Twitter* et *Facebook*...

Facebook et *Twitter* sont accusés d'avoir bloqué un article controversé sur Joe Biden. Le président américain Donald Trump s'est joint aux critiques contre *Facebook* et *Twitter* qui ont limité hier le partage en ligne d'un article controversé du *New York Post* sur Joe Biden, candidat démocrate à la Maison-Blanche. « Affreux que *Twitter* et *Facebook* aient retiré l'article sur les courriels liés à Joe Biden et son fils » a déclaré Donald Trump. Le journal conservateur *New York Post* a publié des emails qui auraient été récupérés illégalement sur un ordinateur contenant des messages, des photos et des vidéos personnelles du fils de Joe Biden. Il s'agit de Hunter Biden. Ces messages relancent les accusations lancées contre Joe Biden par le camp de Donald Trump selon qui il aurait aidé le groupe gazier ukrainien Burisma à échapper à des enquêtes pour corruption. Le fils Biden a siégé de 2014 à 2019 au conseil de surveillance de la société.

(Deutsche Welle, le 15-10-2020)

La pandémie a fait chuter la liberté sur internet dans le monde entier, selon Freedom House...

La Corée du Sud est placée cette année au 17^e rang mondial en termes de liberté sur internet parmi 65 pays recensés. Elle gagne ainsi deux places par rapport à l'année dernière. D'après le rapport annuel publié mardi par l'ONG américaine Freedom House, le pays du matin clair a une note finale de 66 points sur 100. Dans le détail, il a 22 points sur 25 quant à l'opportunité d'un accès libre à internet, 24 sur 35 concernant les restrictions des contenus en ligne. Sur le volet du droit des utilisateurs, il a sa note la plus basse avec 20 points sur 40. L'association de défense des droits de l'Homme a notamment fait remarquer que les autorités sud-coréennes s'étaient octroyé un immense pouvoir en se permettant d'accéder à des données personnelles sensibles sans contrôle de la justice dans le cadre de la prévention du Covid-19. L'Islande arrive en tête de ce classement avec 95 points, suivi par l'Estonie et le Canada qui en obtiennent 94 et 87, respectivement. Pour la cinquième année de suite, la Chine se classe au dernier rang avec seulement 10 points. Freedom House a expliqué que la pandémie a fait chuter la liberté sur internet dans le monde entier, aggravant la crise de démocratie à laquelle sont actuellement confrontés de nombreux États.

(KBS World Radio, le 15-10-2020)

L'Iran visé par plusieurs cyberattaques de grande ampleur...

Téhéran a signalé mercredi une cyberattaque de grande ampleur ayant visé deux institutions gouvernementales, a rapporté l'agence de presse officielle *IRNA*. Selon le porte-parole du gouvernement, cet incident n'a causé aucun dommage significatif et fait l'objet d'une enquête. Il a par ailleurs ajouté que son pays avait été confronté à des attaques bien plus importantes dans le passé. « Malgré les rumeurs qui circulent sur internet et dans certains médias, il n'y a eu aucune preuve d'attaques généralisées contre diverses agences gouvernementales » ont déclaré des responsables gouvernementaux à des médias iraniens. Dans le même temps, la République islamique avait affirmé en juillet dernier que les infrastructures iraniennes faisaient l'objet de milliers de cyberattaques quotidiennes, qu'elle a attribuées aux États-Unis. « L'Iran se réserve le droit de répondre de la même manière, au moment opportun » avait alors mis en garde le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Abbas Mousavi. Le géant américain de l'informatique Microsoft avait-lui même accusé Téhéran de mener des cyberattaques visant des personnes et organisations liées à la préparation de l'élection présidentielle américaine, prévue le 3 novembre prochain.

(I24News, le 15-10-2020)

Mercredi, les unités de cyberdéfense iraniennes ont repoussé une attaque cybernétique visiblement d'origine israélienne, l'attaque ayant lamentablement échoué. Environ 48 heures après la cyberattaque contre une infrastructure portuaire électronique du pays, l'Organisation portuaire et maritime iranienne a annoncé que les missions de l'organisation se poursuivent sans interruption. Selon le correspondant de l'agence de presse *Tasnim*, mercredi dernier au matin, des cyberattaques ont été menées contre l'infrastructure électronique des ports du pays. Malgré l'attaque, le déchargement et le chargement des marchandises ainsi que le processus de transfert des marchandises se sont déroulés normalement.

(Press TV, le 17-10-2020)

Plusieurs institutions économiques israéliennes auraient été la cible d'attaques informatiques...

Ce jeudi 15 octobre, un média israélien a avoué qu'un certain nombre d'institutions économiques israéliennes avaient été touchées par des cyberattaques et que certaines de ces institutions avaient été

endommagées par la suite. Dans un rapport citant deux sociétés de cybersécurité actives en Israël, le quotidien économique israélien *Calcalist* a annoncé que, ce jeudi 15 octobre, certaines institutions économiques israéliennes avaient été endommagées à la suite de cyberattaques. Bien que les médias israéliens tentent de minimiser l'ampleur des dommages causés par cette cyberattaque, le PDG de l'une de ces sociétés de cybersécurité a avoué que les pirates informatiques, introduisant des logiciels malveillants dans les ordinateurs des institutions économiques via des documents PDF et Excel, avaient supprimé toutes leurs données, et avaient ainsi éteint tous leurs ordinateurs, cela dans une situation où la plupart des employés en télétravail avaient besoin plus que jamais d'un accès à internet. Dans leur rapport, le quotidien *Calcalist* et les experts israéliens ont prétendu que les hackers responsables de ses attaques auraient été iraniens, soulignant qu'ils avaient jusqu'à présent un succès significatif dans ce domaine.

(Press TV, le 17-10-2020)

... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

Le gouvernement américain autorise la vente de sept types d'armes à Taïwan...

Le gouvernement américain a donné le feu vert pour la vente de sept types d'armes à Taïwan à la mi-septembre. Selon l'agence de presse *Reuters*, le gouvernement a récemment informé la Chambre des représentants de la vente de trois systèmes, avant d'y ajouter mardi deux autres. Cette vente comprend d'abord le lance-roquettes HIMARS (*High Mobility Artillery Rocket System*) fabriqué par Lockheed Martin et des missiles air-sol à longue portée SLAM-ER (*Standoff Land Attack Missile-Expanded Response*), produits par Boeing. La vente concerne aussi des modules de capteurs externes pour chasseurs F-16 permettant d'envoyer en direct des images et des données vers les stations au sol. Quant aux deux derniers articles de la vente, il s'agit d'un drone de grande taille MQ-9, de production de General Atomics Aeronautical Systems, ainsi que d'une série de missiles anti-navires *Harpoon* fabriqués par Boeing, à disposer dans des zones côtières. Pour ce qui est des deux armes restantes, le Congrès devrait recevoir la notification très prochainement.

(Radio Taïwan international, le 14-10-2020)

Renseignor
le Renseignement ouvert par la radio

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement
12/14 rond-point des Champs Elysées - 75008 Paris
01 53 53 15 30